

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**
**SÉANCE DU 3 JUILLET 2023**
**DÉLIBÉRATION N° 2023-26**

Le 03 juillet 2023 à 9h30, le conseil d'administration de l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux s'est réuni sous la présidence de Bernard Cazeneuve.

Étaient présents :

Membres ayant voix délibérative	Bernard Cazeneuve	Olivier Pujolar (représentant de Dean Lewis)	Jérôme Lartigau (représentant de Maryvonne Le Brignonen)
	Julien Rousset	Mathieu Gallet	Isabelle Boudineau
	Daniel Compagnon	Sophie Duchesne	Vincent Tiberj
	David Szymczak	Anna-Maria Lecis Cocco Ortu	Matthieu Trouvé
	David Ambrosetti	Anne Gaudin	Jean-Paul Cames
	Paul Rouger	Clémence Delfaud	Romain Geay
	Arnaud Rey		Nadja Nadeau
Es qualités	Dominique Darbon	Marc Jardiné (représentant du rectorat)	Emmanuel Nadal
	Fatima Ammar-khodja		
Absents ayant voix délibérative et ayant donné procuration	Laurence Bertrand Dorléac	Nathalie Colin	Céline Papin
	Gilles Pinson	Noa Vacher	Samuel Serna
	Laurian Revil		
Absents n'ayant pas donné procuration	Véronique Teulières	Vincent Fourticq- Esqueoute	Lola Le flanchec

**ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DÉFINITIF DU COMITÉ SOCIAL  
D'ADMINISTRATION (CSA) ET DE LA FORMATION SPÉCIALISÉE EN SANTÉ,  
SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL (F3SCT) DE SCIENCES PO BORDEAUX**

**Vu** les articles 20 et 22 du décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux Instituts d'Études Politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements ;

**Vu** le code général de la fonction publique, notamment ses articles L.251-1 à L.251-4, L.252-1 à L.252-7, L.253-1 à L.253-4 et L.254-1 ;

**Vu** le décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'État ;

**Vu** l'article 3 de l'arrêté du 27 mai 2022 instituant un comité social d'administration au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et des comités sociaux d'administration d'établissement pour les établissements publics administratifs ;

**Vu** la délibération n°2023-10 par laquelle le règlement intérieur provisoire du comité social d'administration (CSA) et de la formation spécialisée en santé, sécurité et conditions de travail (F3SCT) de Sciences Po Bordeaux a été adopté ;

**Considérant que**, depuis cette adoption, deux éléments sont intervenus :

- le décret n°2023-106 du 16 février 2023 relatif à la représentation des usagers au sein des comités sociaux d'administration des établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;
- le projet de règlement intérieur type rédigé par la Direction générale de l'administration et de la fonction publique communiqué aux établissements le 17 février 2023.

**Considérant**, dès lors, la nécessaire adaptation du règlement provisoire par la création d'un règlement intérieur définitif ;

**Vu** l'avis favorable de la formation spécialisée en santé, sécurité et conditions de travail du 29 juin 2023 ;

**Vu** l'avis du Comité social d'administration de l'établissement en date du 30 juin 2023 (unanimité) ;

## DÉCIDE

### **Article 1 :**

Le règlement intérieur définitif du comité social d'administration (CSA) et de la formation spécialisée en santé, sécurité et conditions de travail (F3SCT) de Sciences Po Bordeaux, annexé à la présente délibération, est adopté.

### **Article 2 :**

Ledit règlement est d'applicabilité immédiate.

Après en avoir délibéré,

Effectif statutaire du CA	30
Membres en exercice	30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote	27
Nombre d'abstentions	0
Nombre de voix pour	27
Nombre de voix contre	0

La présente délibération est adoptée.

Les dispositions de la présente délibération prennent effet dans un délai de quinze jours à compter de leurs réceptions par le Rectorat de l'Académie de Bordeaux, à moins que celui-ci n'en autorise l'exécution immédiate. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire. Elle est affichée de manière permanente au sein du Bureau B218, 11 Allée Ausone, 33 607 Pessac Cedex et est accessible sur le site internet de l'établissement.

Elle pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au Rectorat de l'Académie de Bordeaux et de sa publication.

